

EEP International

Résumé des activités 2020



La **Fondation Ethos** regroupe plus de 220 caisses de pension et institutions suisses exonérées fiscalement. Créée en 1997, elle a pour but de promouvoir l'investissement socialement responsable et de favoriser un environnement socioéconomique stable et prospère.



La société **Ethos Services** assure des mandats de gestion et de conseil dans le domaine des investissements socialement responsables. Ethos Services propose des fonds de placement socialement responsables, des analyses d'assemblées générales d'actionnaires avec recommandations de vote, un programme de dialogue avec les entreprises ainsi que des ratings et analyses environnementales, sociales et de gouvernance des sociétés. Ethos Services appartient à la Fondation Ethos et à plusieurs membres de la Fondation.

Certified



Corporation

www.ethosfund.ch

Avertissement

Ce rapport d'engagement a été réalisé sur la base du dialogue mené avec les sociétés, ainsi que d'informations recueillies auprès de sources accessibles aux investisseurs et au public en général. Malgré de multiples vérifications, l'information ne peut être certifiée exacte. Ethos Services ne prend aucune responsabilité sur l'exactitude des données publiées.

© © Ethos, mars 2021. Toute reproduction intégrale ou partielle doit faire l'objet du consentement d'Ethos. Toute citation doit s'effectuer avec l'indication de la source. Imprimé sur « RecyStar », 100% à base de vieux papiers sans azurant optique.

Table des matières

1	Préface	2
2	Introduction	3
2.1	Types de dialogue.....	3
2.2	Processus d'engagement.....	4
2.3	Membres de l'EEP International.....	4
3	Chiffres clés 2020	6
3.1	Résumé.....	6
3.2	Sociétés ciblées.....	6
3.3	Activités d'engagement.....	6
3.4	Focus : Décarbonisation par le dialogue.....	7
4	Dialogue par thème	8
4.1	Environnement.....	8
4.2	Social.....	10
4.3	Gouvernement d'entreprise.....	14

1 Préface

L'année 2020 a été mouvementée et difficile, la pandémie de Covid-19 ayant bouleversé notre quotidien habituel et nous ayant obligé de nous réorienter dans une nouvelle normalité.

Sur le plan opérationnel, peu de choses ont changé pour les activités d'engagement de l'Ethos Engagement Pool (EEP International), vu que la plupart des dialogues avec les sociétés hors de Suisse ont déjà auparavant été menés par le biais de conférences téléphoniques ou de visioconférences. Quant à l'échange et à la coordination avec nos partenaires et les organisations initiatrices, ils se sont, jusqu'à présent, également déroulés principalement de manière virtuelle.

Après une brève période en mars lors de laquelle de nombreuses sociétés ont dû faire face à des défis à court terme et gérer des enjeux urgents en raison du confinement et des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, Ethos a continué de mener un dialogue soutenu avec les sociétés, malgré la pandémie. En particulier, l'EEP International a lancé une série d'initiatives intéressantes en matière de standards sociaux dans les chaînes d'approvisionnement et de droits des travailleurs. En effet, la pandémie de Covid-19 a attiré davantage l'attention des investisseurs sur les facteurs sociaux. Dans ce domaine, Ethos et l'EEP International ont commencé en 2020, à assumer un rôle plus actif au sein de la Workforce Disclosure Initiative (WDI). Cette initiative vise à obtenir, par le biais d'un questionnaire annuel, des informations standardisées concernant la gestion du personnel de la part des sociétés cotées en bourse. Les données demandées concernent, d'une part, les employés des sociétés visées par l'initiative et, d'autre part, les employés de leurs fournisseurs. Cette initiative permet aux investisseurs de comparer les pratiques des différentes sociétés et de les pousser vers une amélioration.

La question du changement climatique continue cependant à occuper une place importante, voire primordial pour l'EEP International. En effet, la pandémie de Covid-19 a montré aux investisseurs à quel point notre économie mondialisée est sensible à des perturbations systémiques. Dans le cadre de la campagne d'engagement direct de l'EEP International concernant la décarbonation de producteurs européens d'électricité, des résultats

réjouissants peuvent être annoncés. Ainsi, en 2020, les sociétés EDF, Enel, Engie et RWE ont toutes fixé des objectifs scientifiques de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, validés par une tierce partie crédible. La réalisation de ces objectifs aura pour conséquence une réduction substantielle de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Il est également réjouissant que la plupart des sociétés cotées en bourse se déclarent prêtes à entamer un dialogue à long terme concernant les critères ESG avec leurs actionnaires. Elles répondent ainsi aux demandes de nombreux investisseurs et à la pression politique et publique croissante. A cet égard, l'EEP International, qui comptait déjà 62 membres à la fin de l'année 2020, constitue une excellente plateforme pour un tel dialogue.

Le présent rapport synthétique résume les différentes activités d'engagement international entreprises par l'EEP International et les institutions membres du pool. Le rapport détaillé est réservé aux institutions membres qui ne peuvent l'utiliser que pour un usage interne. Comme convenu avec les membres, l'EEP International s'est concentré en 2020 sur les thèmes des droits humains et des droits des travailleurs, du changement climatique et du gouvernement d'entreprise.

Le Conseil de fondation d'Ethos, le Conseil d'administration d'Ethos Services SA ainsi que l'ensemble du personnel d'Ethos remercient les 62 membres de l'EEP International de leur confiance et de leur précieux soutien qui permettent à Ethos de mener un dialogue de grande qualité avec des sociétés cotées en bourse hors de Suisse et d'obtenir des progrès concrets dans leur prise en compte de la durabilité.

Matthias Narr
Head Engagement International

2 Introduction

Le rapport d'activité 2020 de l'Ethos Engagement Pool International (EEP International) a été rédigé en conformité avec les dispositions du contrat passé entre les institutions membres de l'EEP International et Ethos Services SA. Il présente les démarches effectuées et les résultats obtenus dans le cadre du dialogue mené par Ethos Services avec les sociétés cotées pour le compte des membres de l'EEP International.

Le dialogue mené avec les sociétés étant essentiellement fondé sur la discrétion et la confiance mutuelle, le rapport annuel est transmis, sous forme imprimée, uniquement aux membres de l'EEP International et n'est pas public. En revanche, pour des raisons de transparence, un résumé de ce rapport est publié sur le site internet d'Ethos, www.ethosfund.ch.

Fort du succès du dialogue entre actionnaires et entreprises suisses (EEP Suisse), l'EEP International a été lancé début 2017. Fin 2020, l'EEP International comptait déjà 62 membres qui gèrent des actifs totalisant CHF 186 milliards et assurent 950'401 personnes.

Ce rapport présente l'ensemble des démarches d'engagement entreprises en 2020 par Ethos au nom des membres de l'EEP International.

- L'EEP International a participé à 30 initiatives d'engagement au cours de l'année.
- Au total, 1264 entreprises ont été ciblées dans le cadre de ces initiatives d'engagement.
- 14 de ces initiatives concernaient des questions environnementales, 13 des questions sociales et 3 des questions liées à la gouvernance.

Dans le cadre de certaines initiatives, l'EEP International a mené un dialogue direct avec 56 sociétés.

2.1 Types de dialogue

Afin d'offrir aux membres de l'EEP International le service d'engagement le plus efficace possible,

Ethos utilise différentes approches de dialogue actionnarial.

Engagement collectif

Comme convenu avec les membres fondateurs, l'accent a été mis sur la participation des membres de l'EEP International à des initiatives collectives internationales. Les membres de l'EEP International signent les initiatives collectives à titre individuel, sauf si l'organisation initiatrice décide d'y faire figurer l'EEP International comme entité unique pour des raisons administratives ou stratégiques.

Ces initiatives collectives permettent de fédérer de nombreux investisseurs institutionnels et d'accroître ainsi l'impact des activités d'engagement. Pour chaque initiative collective proposée, Ethos a préparé un dossier pour les membres de l'EEP International et a effectué toutes les formalités administratives nécessaires à leur participation. Dans le cas d'initiatives récurrentes s'étendant sur plusieurs années, Ethos effectue un suivi sur les développements et s'assure que les membres de l'EEP International restent intégrés dans les activités de ces initiatives collectives.

Engagement direct

Au nom des membres de l'EEP International, Ethos mène un dialogue direct avec des entreprises soigneusement sélectionnées. Les dialogues directs peuvent prendre différentes formes :

1. Dans le cadre d'une initiative collective, Ethos peut également, au nom de l'EEP International, engager un dialogue direct avec une ou plusieurs entreprises.
2. A la suite d'une initiative collective, Ethos peut engager un dialogue direct avec des sociétés sélectionnées au nom de l'EEP International.
3. Les membres de l'EEP International ont la possibilité de définir des thèmes et des sociétés spécifiques. Si Ethos est mandaté pour le faire, un dialogue direct est alors engagé par Ethos au nom de l'EEP International.

Engagement auprès des instances régulatrices

Ce type de dialogue a lieu auprès de différentes organisations ou autorités ayant une influence sur les conditions-cadres des sociétés cotées (régulateurs, parlements, fixateurs de normes). En 2020 l'engagement a eu lieu au moyen d'envoi de lettres signées collectivement avec d'autres investisseurs institutionnels.

2.2 Processus d'engagement

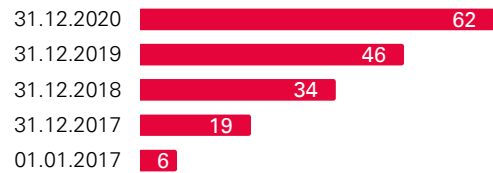
Dans la mesure du possible, Ethos définit cinq étapes pour mesurer l'avancée du processus d'engagement direct avec les sociétés :

- Etape I : Lettre au président du CA
- Etape II : Contact direct avec l'entreprise
- Etape III : L'entreprise accepte l'enjeu et est ouverte au dialogue
- Etape IV : L'entreprise développe une stratégie sérieuse sur l'enjeu
- Etape V : L'enjeu est traité et des mesures convaincantes sont mises en place

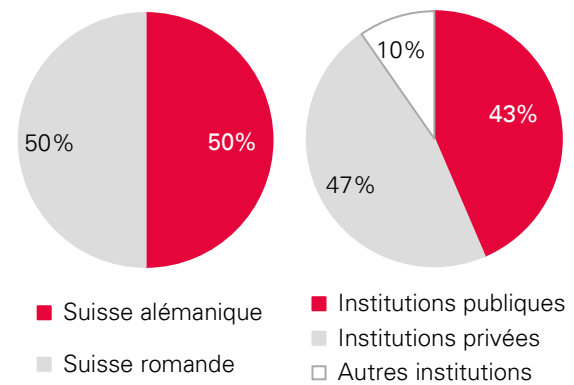
Ces étapes permettent de suivre les efforts des sociétés et de mesurer les progrès réalisés.

2.3 Membres de l'EEP International

Croissance depuis le lancement de l'EEP International



62 membres au 31 décembre 2020



Liste de membres

- Aargauische Pensionskasse (APK)
- ATISA Personalvorsorgestiftung der Tschümperlin-Unternehmungen*
- Bernische Lehrerversicherungskasse
- Bernische Pensionskasse BPK
- Caisse Cantonale d'Assurance Populaire – CCAP
- Caisse de pension du Comité international de la Croix-Rouge*
- Caisse de pension Hewlett-Packard Plus
- Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV)
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)*
- Caisse de pensions ECA-RP
- Caisse de prév. des Fonctionnaires de Police & des Etablissements Pénitentiaires
- Caisse de Prévoyance de l'Etat de Genève CPEG
- Caisse de Prévoyance des Interprètes de Conférence (CPIC)
- Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF)*
- Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat du Valais (CPVAL)
- Caisse intercommunale de pensions (CIP)
- Caisse paritaire de prévoyance de l'industrie et de la construction (CPPIC)
- CAP Prévoyance
- CIEPP - Caisse Inter-Entreprises de Prévoyance Professionnelle
- Etablissement Cantonal d'Assurance (ECA VAUD)
- Fondation de la métallurgie vaudoise du bâtiment (FMVB)
- Fondation de prévoyance Artes & Comoedia
- Fondation de prévoyance des Paroisses et Institutions Catholiques (FPPIC)*
- Fondation de prévoyance du Groupe BNP PARIBAS en Suisse
- Fondation Interprofessionnelle Sanitaire de Prévoyance (FISP)*
- Fondation Leenaards
- Fondation Patrimonia*
- Fonds de Prévoyance de CA Indosuez (Suisse) SA*
- Fonds interprofessionnel de prévoyance (FIP)
- Gebäudeversicherung Luzern*
- Gebäudeversicherung St. Gallen
- Luzerner Pensionskasse*
- Nest Sammelstiftung
- Pensionskasse AR*
- Pensionskasse Bank CIC (Schweiz)
- Pensionskasse Basel-Stadt
- Pensionskasse Bühler AG Uzwil
- Pensionskasse Caritas
- Pensionskasse der Basler Kantonalbank
- Pensionskasse der Stadt Winterthur
- Pensionskasse Pro Infirmis
- Pensionskasse Römisch-katholische Landeskirche des Kantons Luzern
- Pensionskasse Schaffhausen*
- Pensionskasse SRG SSR
- Pensionskasse Stadt Luzern
- Pensionskasse Stadt St. Gallen*
- Pensionskasse Unia
- Personalvorsorgekasse der Stadt Bern*
- Prévoyance Santé Valais (PRESV)
- prévoyance.ne
- Profelia Fondation de prévoyance
- Prosperita Stiftung für die berufliche Vorsorge
- Rentes Genevoises*
- RP - Fonds institutionnel
- Secunda Sammelstiftung
- St. Galler Pensionskasse
- Stiftung Abendrot
- Terre des hommes Schweiz
- Unfallversicherungskasse des Basler Staatspersonals
- Université de Genève (UNIGE)
- Verein Barmherzige Brüder von Maria-Hilf (Schweiz)*
- Vorsorge SERTO*

* Membres ayant rejoint l'EEP International en 2020

3 Chiffres clés 2020

3.1 Résumé

Nombre d'initiatives	30
<i>Initiatives relatives à l'environnement</i>	14
<i>Initiatives relatives au social</i>	13
<i>Initiatives relatives au gouvernement d'entreprise</i>	3
<i>Initiatives ponctuelles</i>	8
<i>Initiatives prévues sur plusieurs années</i>	22
<i>Initiatives collectives</i>	25
<i>Initiatives directes par Ethos</i>	5
<i>Initiatives ciblant les entreprises</i>	25
<i>Initiatives ciblant les législateurs (Policy Engagement)</i>	5
Initiatives terminées	5

3.2 Sociétés ciblées

Nombre de sociétés ciblées	1264
<i>Part du MSCI ACWI couverte</i>	51%
<i>Part du MSCI World couverte</i>	52%
<i>Part du MSCI EM couverte</i>	46%
Nombre d'entreprises directement ciblées par Ethos	56

3.3 Activités d'engagement

Total activités d'engagement	298
Activités d'engagement dans le cadre d'initiatives collectives	199
Activités d'engagement dans le cadre d'initiatives directes d'Ethos	99
<i>Lettres adressées à la direction/conseil d'administration</i>	13
<i>Courriels</i>	59
<i>Conférences téléphoniques</i>	24
<i>Divers</i>	3

3.4 Focus : Décarbonisation par le dialogue

Alors qu'il est incontestable que le désinvestissement peut contribuer à réduire les risques climatiques dans les portefeuilles des investisseurs, il est difficile de déterminer dans quelle mesure il contribue à décarboner l'économie réelle. Cette section montre comment l'EEP International a obtenu des améliorations concrètes dans ce domaine par le biais de l'actionnariat actif. Dans le cadre de l'EEP International, 14 initiatives concernant spécifiquement le changement climatique étaient en cours en 2020, ciblant 716 sociétés. Les activités d'engagement de l'EEP International couvrent 419 sociétés générant 71% des émissions absolues de gaz à effet de serre (GES) de l'indice MSCI World et 153 sociétés, générant 61% des émissions absolues de l'indice MSCI EM (domaines 1+2). Les résultats obtenus dans deux secteurs particulièrement intensifs en GES, à savoir le secteur de l'électricité et l'industrie du pétrole et du gaz, sont décrits ci-dessous.

Secteur de l'électricité

En juin 2018, l'EEP International a lancé une campagne d'engagement direct concernant la question de la décarbonation auprès d'une sélection de producteurs d'électricité européens. Courant 2020, EDF, Enel, Engie et RWE ont fixé des objectifs scientifiques de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, répondant ainsi à une demande centrale d'Ethos. Les objectifs des quatre sociétés ont été validés par l'initiative indépendante « Science Based Targets ». La réalisation de ces objectifs entraînera pour les quatre sociétés des réductions substantielles de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

L'exemple de RWE l'illustre bien : l'objectif de la société allemande est de réduire ses émissions de GES générées par la production d'électricité (domaine 1) de 50 % par kWh d'ici 2030, à partir de l'année de référence 2019. En 2019, RWE a généré 93 millions de tonnes d'émissions de GES.

Ainsi, si la production d'électricité reste constante, RWE n'émettra plus que 46 millions de tonnes de GES en 2030. À titre de comparaison, la réduction correspond presque exactement aux émissions nationales annuelles de GES de la Suisse.

Industrie du pétrole et du gaz

Depuis la fin 2017, les membres de l'EEP International participent à l'initiative Climate Action 100+. Comme l'industrie du pétrole et du gaz est responsable d'environ la moitié des émissions mondiales, l'initiative se concentre fortement sur cette industrie. Les émissions dues à la consommation du pétrole et du gaz (domaine 3) sont particulièrement problématiques : Pour les compagnies pétrolières et gazières, elles représentent environ 90% des émissions totales. En tout, Climate Action 100+ cible donc 39 sociétés pétrolières et gazières. En 2020, plusieurs de ces sociétés ont fait des progrès significatifs pour satisfaire aux exigences des investisseurs réunis au sein de Climate Action 100+ : rien qu'en Europe, BP, Shell, OMV AG, Total et Repsol se sont engagés à atteindre zéro émission nette d'ici 2050, ces objectifs couvrant les domaines 1 et 2 ainsi qu'une partie de leurs émissions du domaine 3. Repsol a été la première compagnie pétrolière et gazière à s'engager à atteindre des objectifs relevant du domaine 3. BP a annoncé en 2020 son intention de diminuer de 40% sa production de pétrole d'ici 2030, réduisant ainsi automatiquement les émissions de gaz à effet de serre.

Il est ainsi encourageant qu'un certain nombre des compagnies pétrolières et gazières ciblées aient fixé des objectifs dans ce domaine en 2020. Les investisseurs continueront à faire pression pour que ces objectifs deviennent la norme dans ce secteur exposé.

4 Dialogue par thème

Les thèmes de dialogue et les entreprises sélectionnées reflètent les intérêts des membres de l'EEP International. En janvier 2019, les membres fondateurs de l'EEP International ont décidé de se concentrer sur le changement climatique pour l'engagement environnemental et sur les droits humains et du travail pour l'engagement social. Dans le domaine du gouvernement d'entreprise, l'accent est mis sur les droits des actionnaires et la rémunération.

Dans ce chapitre, les initiatives sont regroupées selon les trois dimensions ESG (Environnement, Social et Gouvernement d'entreprise).

4.1 Environnement

E.1. Banking on a Low-Carbon Future

Dans le cadre de cette initiative, lancée en 2014 et coordonnée par Boston Common Asset Management et ShareAction, Ethos et d'autres investisseurs institutionnels demandent aux banques concernées de revoir de manière critique leur financement des activités à forte intensité carbone, de l'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris et d'établir leurs rapports sur le changement climatique en suivant les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). En 2018, 2019 et 2020, les initiateurs ont publié une étude sur les progrès des banques visées qui a ensuite servi comme base pour le dialogue avec ces banques. Au sein du groupe, Ethos mène le dialogue avec deux grandes banques suisses.

E.2. Investor Decarbonization Initiative

En 2017, l'EEP International a rejoint l'initiative « Investor Decarbonization Initiative » (IDI) qui est échelonnée sur plusieurs années et coordonnée par ShareAction au Royaume-Uni. Entretemps le réseau d'investisseurs soutenant l'initiative est passé à 116 investisseurs institutionnels avec plus de USD 2'400 milliards sous gestion. En 2020, 78 lettres signées par des investisseurs ont été envoyées à des sociétés de divers secteurs, dont la production d'électricité, le ciment, l'industrie automobile et le commerce de détail, pour les encourager à adhérer à une ou plusieurs des actions suivantes : adopter un objectif de réduction des émissions scientifique (SBT), se fournir à 100 % en énergie renouvelable (RE100),

viser une performance énergétique élevée (EP100) et promouvoir la mobilité électrique (EV100).

E.3. Participation au CDP (Carbon Disclosure Project)

Dans le cadre de cette initiative, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont demandé à un certain nombre de sociétés n'ayant pas encore répondu au questionnaire « changement climatique » du CDP de le faire. Le CDP est une organisation à but non lucratif qui permet aux entreprises d'établir des rapports standardisés sur leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). En 2020, 108 investisseurs représentant des actifs sous gestion de USD 12'000 milliards ont participé à l'initiative. Au total, 839 entreprises ont été visées et 156 d'entre elles ont décidé de remplir le questionnaire CDP 2020.

E.4. Climate Action 100+

Dans le cadre de Climate Action 100+, 545 investisseurs institutionnels, dont les membres de l'EEP International, s'adressent aux 161 principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES) qui sont responsables à hauteur d'environ 80% des émissions industrielles mondiales. Dans ce cadre, Ethos mène un dialogue direct avec trois entreprises pour le compte de Climate Action 100+ et de l'EEP International. Jusqu'à la fin de l'année 2022, l'initiative Climate Action 100+ s'efforcera d'encourager les conseils d'administration et les directions des sociétés qualifiées d'importance systémique en matière d'émissions de GES à prendre trois mesures : Premièrement, établir une gouvernance qui prévoit la responsabilité et la surveillance par le conseil d'administration des risques climatiques. Deuxièmement, réduire les émissions de GES tout au long de la chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris qui veut maintenir la hausse moyenne de la température mondiale à moins de 2 degrés au-dessus des niveaux préindustriels. Troisièmement, améliorer le reporting en suivant les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). Au nom de banques centrales, la TCFD a élaboré des recommandations pour la publication volontaire de données sur les risques financiers liés au climat, afin de fournir des informations standardisées aux investisseurs, prêteurs, assureurs et autres parties prenantes.

E.5. Lettre pour s'opposer au forage dans la Réserve naturelle de l'Arctique

En 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par la Sierra Club Foundation ont envoyé une lettre aux sociétés du secteur pétrolier et gazier et aux banques qui les financent pour leur demander de ne pas entreprendre de forage dans le refuge national de la faune arctique. La lettre a été envoyée aux sociétés par 119 investisseurs institutionnels avec USD 2'520 milliards sous gestion. Suite à l'envoi de la lettre, la Sierra Club Foundation a demandé à toutes les banques concernées de participer à des entretiens de suivi et a pu avoir des échanges téléphoniques avec la plupart d'entre elles. Malheureusement, l'ancien gouvernement américain a intensifié ses efforts pour permettre le forage dans le refuge national de la faune arctique en 2019. En 2020 le processus politique a été achevé et les premiers permis ont été attribués. Toutefois, les six grandes banques des États-Unis ont annoncé qu'elles ne financeraient aucun projet dans le refuge national de la faune arctique, ce qui constitue une victoire pour les actionnaires. Cette initiative a été terminée à la fin de l'année 2020.

E.6. Stratégies climatiques ambitieuses dans le secteur européen de l'électricité

En juin 2018, l'EEP International a lancé sa propre campagne d'engagement visant à encourager huit producteurs européens d'électricité à développer des stratégies climatiques ambitieuses. Dans le cadre de ce projet, cinq demandes ont été formulées : Décarboner le mélange de production d'électricité, définir un objectif de réduction des émissions de CO₂ basé sur la science, procéder à des activités de lobbying responsable, développer de nouveaux modèles d'affaires et faire un reporting conformément aux recommandations de la TCFD. L'EEP International se donne au moins trois ans pour mener cet engagement. Au début de la campagne d'engagement, une lettre d'introduction a été adressée aux présidents des conseils d'administration des sociétés respectives ; ces lettres ont été signées par les membres de l'EEP International et les membres intéressés du Interfaith Center for Corporate Responsibility (ICCR). Par la suite, un dialogue a été établi avec toutes les sociétés et des conversations téléphoniques ont eu lieu pour expliquer les attentes de l'EEP International et échanger avec les représentants des sociétés. Dans le courant de l'année, l'engagement avec la société Enel a pu être achevé avec succès.

E.7. Déclaration aux chefs de gouvernement au sujet du changement climatique

Dans la perspective de la tenue du G7 en juin 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonnés par les Principes pour l'investissement responsable (PRI) et d'autres réseaux d'investisseurs, ont fait une déclaration aux chefs de gouvernement des pays du G7 (Canada, France, Allemagne, Japon, Italie, Royaume-Uni et États-Unis) leur demandant de faire tout leur possible pour réaliser les objectifs de l'Accord de Paris. La déclaration a été publiée de nouveau avant le sommet de l'ONU sur le climat (COP 24), tenu à Katowice en Pologne en décembre 2018, ainsi qu'avant le sommet des Nations Unies sur le climat à New York en septembre 2019 et la conférence sur le climat COP 25 à Madrid en décembre 2019. Cette déclaration appelle les gouvernements à intensifier leurs efforts pour lutter contre le changement climatique et à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Fin décembre 2019, 631 investisseurs institutionnels du monde entier avec USD 37'000 milliards d'actifs sous gestion, ont signé la déclaration. Cette initiative a été terminée au début de l'année 2020.

E.8. US Utility Decarbonization Initiative

L'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonnés par le Climate Majority Project, ont envoyé en février 2019 des lettres à 20 entreprises US du secteur des services publics leur demandant de fixer un objectif de zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050. Fin 2020, 10 des sociétés ciblées se sont engagées à atteindre un niveau zéro émission nette d'ici 2050.

E.9. Lettre à JPMorgan Chase concernant le changement climatique

En juin 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonnés par le « First Affirmative Financial Network », ont envoyé une lettre au Chairman/CEO de JPMorgan Chase lui demandant de mettre en place les mesures nécessaires afin que les activités de la banque soient compatibles avec un avenir faible en carbone. Cette action reflète les préoccupations des investisseurs quant à la manière dont la banque aborde les risques liés au changement climatique. En septembre 2019, le groupe ayant lancé cette initiative a organisé une rencontre avec la banque pour expliquer les demandes des investisseurs. En octobre 2020, JPMorgan Chase s'est engagé à adopter des lignes directrices de financement conformes à

l'Accord de Paris. Cette initiative a été terminée à la fin de l'année 2020.

E.10. Lettre aux compagnies du secteur pétrolier et gazier aux États-Unis concernant le méthane

En juin 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonnés par le Interfaith Center on Corporate Responsibility (ICCR), ont envoyé des lettres à plus de 30 sociétés du secteur pétrolier et gazier. En effet, l'ancien gouvernement américain ayant essayé pendant des années de soustraire le méthane de la réglementation fédérale et ayant entamé des procédures judiciaires pour y parvenir, la lettre demande de soutenir publiquement le maintien de la réglementation par l'agence de protection de l'environnement (EPA). Fin 2019, plusieurs des entreprises concernées ont répondu de façon positive à la lettre des investisseurs en signalant qu'elles vont s'opposer à une déréglementation des émissions de méthane aux États-Unis dans le cadre de la consultation publique. Cette initiative a été terminée au milieu de l'année 2020.

E.11. Attentes des investisseurs en matière de lobbying climatique aux US

En septembre 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonnés par Ceres, Walden Asset Management et BNP Paribas Asset Management, ont envoyé une lettre à 47 sociétés américaines afin de leur demander d'aligner leurs activités de lobbying avec les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Jusqu'à fin 2020, 27 entreprises ont confirmé avoir reçu ces lettres et ont engagé un dialogue avec les signataires de la déclaration d'investisseurs. En septembre 2020, ceux-ci ont envoyé une lettre de suivi pour redemander aux 47 sociétés d'aligner leurs activités de lobbying en matière de climat sur les attentes exprimées dans la déclaration d'investisseurs.

E.12. Déclaration d'investisseurs concernant la déforestation et les incendies de forêt en Amazonie

En septembre 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonnés par les Principes pour l'Investissement responsable (PRI), ont publié une déclaration demandant aux entreprises de redoubler d'efforts et de démontrer clairement leur engagement à éliminer la déforestation dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement. La déclaration

a été fréquemment citée dans les médias brésiliens et internationaux. Cette initiative a été terminée à la fin de l'année 2020.

E.13. Attentes des investisseurs à l'égard des compagnies aériennes en matière de changement climatique

En février 2020, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonnés par les PRI, ont envoyé une déclaration d'investisseurs à des compagnies aériennes et aérospatiales. La déclaration a été signée par 122 investisseurs institutionnels avec USD 6'400 milliards sous gestion. Elle appelle les compagnies aériennes et aérospatiales à aligner leurs stratégies climatiques sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

E.14. Lettre aux dirigeants européens sur une reprise durable après la pandémie de COVID-19

En juin 2020, suite à la pandémie de Covid-19, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels ont envoyé une lettre ouverte aux dirigeants européens afin de leur demander de créer des programmes de relance de l'activité économique durables et conformes à l'Accord de Paris sur le climat. Cette initiative est coordonnée par les Principes pour l'Investissement responsable (PRI), le Carbon Disclosure Project (CDP) et le Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique (IIGCC) et la lettre a été signée par 177 investisseurs avec EUR 12'000 milliards d'actifs sous gestion. Les mesures de soutien à l'économie impliqueront la distribution d'importants moyens financiers qui détermineront le développement des économies européennes pour la décennie à venir. La transition vers un avenir pauvre en carbone crée des opportunités considérables pour la création de places de travail, la croissance économique, l'augmentation de la sécurité énergétique et l'amélioration de la qualité de l'air.

4.2 Social

S.1. KnowTheChain

En mai 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs internationaux soutenant l'initiative KnowTheChain (KTC). KTC est un partenariat établi par les ONG Humanity United, le Business & Human Rights Resource Centre, Verité ainsi que le consultant Sustainalytics. Ce partenariat vise à promouvoir des chaînes

d'approvisionnement transparentes et responsables en comparant les pratiques des différentes entreprises. En identifiant les meilleures pratiques en matière de gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, le groupe espère que ces pratiques seront adoptées progressivement par le plus grand nombre de sociétés. En comparant les pratiques des sociétés, KTC les incite notamment à gérer les risques liés au travail forcé dans leurs chaînes d'approvisionnement. KTC a lancé ses premiers standards en 2016 en se concentrant sur les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'alimentation et des boissons et du textile, suivis d'une deuxième évaluation en 2018 concernant les mêmes secteurs. En 2020, une troisième évaluation s'est focalisée sur les secteurs des technologies de l'information et de la communication et de l'alimentation et des boissons. Ethos a décidé de devenir investisseur principal pour engager deux entreprises sur les résultats du benchmark.

S.2. Prolongation de « l'Accord sur la sécurité incendie et des bâtiments au Bangladesh »

Après la tragédie du Rana Plaza, les entreprises du secteur textile s'approvisionnant au Bangladesh ont fondé « l'Accord sur la sécurité incendie et des bâtiments au Bangladesh » (l'Accord). Cette convention, qui regroupe des entreprises principalement européennes, des producteurs locaux et des syndicats au Bangladesh, vise à améliorer la sécurité des usines de sous-traitants locaux, notamment par la création de comités d'entreprise et la mise en œuvre de contrôles indépendants des conditions de santé et de sécurité dans les usines. A l'occasion du quatrième anniversaire de la tragédie du Rana Plaza en avril 2017, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont publié une déclaration encourageant les entreprises membres de l'Accord à poursuivre leur action afin d'achever les mesures d'amélioration de la sécurité incendie et des bâtiments dans l'industrie textile au Bangladesh. Au vu de la volonté exprimée par les autorités du pays de mettre un terme aux activités de l'Accord, quatre autres lettres ont été envoyées aux sociétés et aux autorités locales jusqu'à fin 2019, demandant que l'Accord soit maintenu pour trois ans, comme convenu. Le gouvernement du Bangladesh est hostile à l'Accord qu'il considère comme un risque pour l'industrie textile qui pourrait perdre des clients au profit de pays sans régulation. Cependant, en mai 2019, après d'intenses négociations, l'association professionnelle des entrepreneurs du textile et les

autorités ont autorisé l'Accord à continuer ses activités au Bangladesh pendant une année supplémentaire. En juin 2020, les tâches de l'Accord ont été transférées au « RMG Sustainability Council (RSC) », une nouvelle institution de contrôle locale, dans l'espoir que celle-ci contrôlera l'industrie textile avec autant de rigueur que l'Accord, tout en renforçant l'expertise et la responsabilité locales dans ce secteur.

S.3. Droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie textile

Cette initiative a été lancée après la tragédie du Rana Plaza. Suite à cet accident, l'EEP International a encouragé les sociétés à soutenir et élargir « l'Accord sur la sécurité incendie et bâtiments au Bangladesh » (l'Accord). Depuis lors, cet engagement avec huit sociétés européennes s'est développé et aborde dorénavant diverses questions liées aux droits des travailleurs et à la durabilité des chaînes d'approvisionnement dans l'industrie textile. En 2020, l'initiative s'est concentrée sur la réponse des sociétés à la pandémie de Covid-19 et le problème du travail forcé dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang.

S.4. Workforce Disclosure Initiative (WDI)

En avril 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs internationaux soutenant l'initiative Workforce Disclosure Initiative (WDI). Le but de l'initiative est d'améliorer la transparence sur la manière dont de grandes entreprises multinationales gèrent leur capital humain. Le but ultime de la WDI est d'améliorer la qualité des emplois dans les sociétés multinationales, tant au niveau du groupe que tout au long de leur chaîne de fournisseurs. La WDI est calquée sur le CDP (Carbon Disclosure Project) et utilise les standards de reporting existants. Les données qu'elle demande aux sociétés de publier concernent la composition de leurs effectifs, le développement et l'implication des travailleurs. Fin décembre 2020, la WDI était soutenue par 51 investisseurs institutionnels gérant des actifs de plus de USD 5'000 milliards. Durant son année pilote (2017), la WDI a reçu des réponses de 34 très grandes sociétés sur les 76 contactées. En 2018, 90 sociétés ont rempli le questionnaire (sur 500 contactées). En 2019, elles ont été 118 et, en 2020, 141 sociétés à répondre (sur 750 contactées). Dans le cadre de cette initiative, Ethos est responsable de de l'engagement auprès de quatre sociétés incluses dans l'univers de la WDI. Un représentant d'Ethos

a par ailleurs été nommé dans le conseil consultatif de l'initiative.

S.5. Exclure des indices boursiers les sociétés actives dans l'armement controversé

En septembre 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels suisses, coordonnés par Pictet Asset Management et Swiss Sustainable Finance (SSF), ont signé une lettre ouverte aux principaux fournisseurs d'indices pour leur demander d'exclure des indices traditionnels les sociétés qui fournissent de l'armement controversé. Fin 2020, 176 signataires suisses et internationaux comme ING aux Pays-Bas et Church of England avaient déjà signé cette lettre. Ces investisseurs institutionnels représentent près de USD 10'000 milliards d'actifs sous gestion. Les fournisseurs d'indices ont été, jusqu'à présent, ouverts au dialogue, sans pour autant avoir repris à fin 2020 la demande principale de l'initiative, qui est d'exclure les producteurs d'armement controversé des indices traditionnels.

S.6. Enjeux environnementaux et sociaux dans les chaînes d'approvisionnement en terres rares

À la suite d'une étude sur les terres rares réalisée par Shareholders for Change (SfC), l'EEP International a envoyé en juin 2020, en collaboration avec SfC, des lettres à 12 sociétés concernées des secteurs de l'automobile, de la chimie et de l'énergie. Ces sociétés sont actives dans le domaine des technologies à faible teneur en carbone, telles que les énergies renouvelables, le stockage d'énergie et l'efficacité énergétique. Ces lettres demandent aux sociétés concernées de garantir des pratiques environnementales et sociales appropriées dans leurs chaînes d'approvisionnement. En effet, les conditions d'extraction des terres rares sont souvent précaires. Ainsi, même les mesures de sécurité les plus élémentaires pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs ne sont souvent pas respectées. Au-delà de la dimension sociale, l'environnement subit également les conséquences négatives de cette extraction, en particulier en raison de la déforestation, l'érosion des sols, la pollution des eaux souterraines et les déchets miniers toxiques. Cet engagement ayant suscité un vif intérêt parmi les sociétés concernées, il a permis de réaliser des progrès rapides. Ainsi, l'engagement auprès de cinq sociétés a pu être achevé avec succès à fin 2020. Ethos poursuivra l'engagement auprès des sept

sociétés ciblées restantes en 2021. Dans le cadre de cet engagement, Ethos est responsable du dialogue pour une société.

S.7. Soutien par les investisseurs du standard sur les pratiques en matière de droits humains établi par BankTrack

L'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonné par l'organisation « Investor Alliance for Human Rights » (IAHR), ont envoyé en mars 2020 une déclaration d'investisseurs à 50 banques afin de les inciter à combler les lacunes identifiées par l'ONG BankTrack par rapport aux meilleures pratiques en matière de droits humains telles que définies par cette ONG. Cette déclaration a été signée par 80 investisseurs institutionnels avec USD 200 milliards d'actifs sous gestion.

S.8. Amélioration des résultats du Corporate Human Rights Benchmark (CHRB)

En mars 2020, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels ont envoyé des lettres à 95 sociétés qui sont qualifiées de retardataires en raison de leur inaction quant à la gestion des risques en matière de droits humains et la mise en œuvre d'une diligence raisonnable dans leurs chaînes d'approvisionnement. Ces lettres demandent aux sociétés de démontrer leur engagement en faveur des droits humains en publiant des informations sur leurs systèmes et processus en la matière. Cette initiative est coordonnée par l'Investor Alliance for Human Rights (IAHR) et la World Benchmarking Alliance (WBA). En novembre, 191 signataires, représentant des actifs sous gestion de USD 4'600 milliards, ont déjà signé ces lettres, qui ont également été publiées sous forme de déclaration d'investisseurs. Certaines des sociétés ciblées ont pris la demande des investisseurs au sérieux et ont publié des informations pertinentes, ce qui leur a permis d'obtenir de meilleurs résultats lors de l'évaluation suivante du CHRB.

S.9. Amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur de la mode de luxe

En août 2020, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels ont signé une déclaration d'investisseurs demandant à trois sociétés du secteur de la mode de luxe d'améliorer la transparence relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de viser le versement d'un revenu minimum vital. Cette

initiative a été coordonnée par Amundi et MN Asset Management. La déclaration constitue un élargissement du travail réalisé par les deux organisations ayant lancé l'initiative avec la plateforme Living Wage Financials (PLWF). Elle a été soutenue par une large alliance d'investisseurs représentant USD 7'000 milliards d'actifs sous gestion.

S.10. Lutter contre l'exploitation des travailleurs migrants dans les Émirats arabes unis (EAU)

En août 2020, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels ont envoyé plus de 50 lettres à des sociétés internationales dont les sièges se trouvent aux Emirats arabes unis (EAU). Cette initiative est coordonnée par CCLA et soutenue par un total de 38 investisseurs représentant des actifs sous gestion de USD 3'000 milliards. Les Emirats arabes unis sont la destination de nombreux travailleurs migrants de la région limitrophe. Lors de leur recrutement, ces migrants sont fréquemment trompés quant au travail à effectuer et à ses conditions. Afin d'obtenir un emploi, il leur arrive souvent de payer des frais élevés pour lesquels ils doivent contracter des emprunts. Le fait que ces travailleurs ne reçoivent souvent pas de rémunération pendant les premiers mois de leur emploi et doivent, au contraire, payer des frais souvent excessifs, les pousse encore plus dans l'endettement. La pandémie de Covid-19 a encore détérioré la situation des travailleurs migrants vu que, en plus de percevoir des bas salaires, ils travaillent pendant de longues heures et vivent dans des dortoirs exigus où le virus se propage facilement. A fin 2020, 32 parmi les 54 sociétés ciblées ont répondu aux lettres, dont 20 ont fourni des informations détaillées concernant leur devoir de diligence.

S.11. Travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises européennes du secteur technologique

En septembre 2020, l'EEP International a lancé une nouvelle campagne d'engagement afin d'aborder et de prévenir le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement des sociétés européennes du secteur technologique. Le travail forcé désigne des situations dans lesquelles des personnes sont contraintes de travailler par la violence, l'intimidation, ou par des moyens plus subtils tels que des dettes manipulées, la rétention des papiers d'identité ou des menaces de dénonciation aux autorités d'immigration. Selon les informations de l'Organisation

internationale du travail (OIT), environ 25 millions de personnes dans le monde travaillent dans des conditions de travail forcé. Le travail forcé fait partie des risques les plus graves pour les droits humains dans les chaînes de valeur des entreprises. Comme les chaînes d'approvisionnement des sociétés du secteur technologique sont longues, complexes et souvent localisées dans des pays à hauts risques en termes de travail forcé, tels que la Chine ou la Malaisie, ces sociétés sont particulièrement exposées aux risques liés au travail forcé. Dans le cadre de cette campagne, six sociétés européennes du secteur technologique sont ciblées par un dialogue qui met l'accent sur les aspects suivants : Engagement et gouvernance, traçabilité et évaluation des risques, pratiques d'achat, recrutement, prise en compte du point de vue des travailleurs, suivi, remédiation. A la fin de l'année 2020, un contact direct avec cinq des six sociétés concernées a été établi et une série de conférences téléphoniques ont eu lieu.

S.12. Action des investisseurs pour aider les marins bloqués

En décembre 2020, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels ont signé une déclaration attirant l'attention sur le sort de plus de 400'000 marins bloqués en mer en raison de la pandémie de Covid-19. La déclaration d'investisseurs, coordonnée par Fidelity International, a été signée par plus de 85 investisseurs, représentant des actifs sous gestion de USD 2'000 milliards, et envoyée au Secrétaire général des Nations Unies. La pandémie de Covid-19 a pour conséquence de sévères restrictions de voyage nationales et internationales qui limitent la possibilité pour les membres des équipages actuels des navires marchands de débarquer et de rentrer chez eux. De nombreux marins sont épuisés, car ils travaillent déjà au-delà du terme de leurs contrats de travail à durée déterminée. Les équipages de remplacement sont également touchés puisqu'ils doivent rester à terre et attendre de pouvoir remplacer leurs collègues à bord. Entre autres, la déclaration demande à l'ONU de prendre rapidement des mesures en raison des problèmes potentiels considérables pour la santé et la sécurité des marins ainsi que pour l'environnement. Ce n'est qu'une question de temps avant qu'un accident maritime ne se produise, par exemple lorsque le personnel épuisé manipule des conteneurs. La lettre exige, entre autres, la reconnaissance officielle de ces personnes en tant que « travailleurs clé » (comme dans le secteur de l'aviation). Elle demande également un accès rapide aux vaccinations

contre le Covid-19 pour ce groupe professionnel. Comme le transport maritime représente 90% du commerce mondial, il est primordial pour la bonne gestion de la crise du Covid-19 de garantir sa sécurité afin d'éviter les pénuries et les défaillances dans l'approvisionnement.

S.13. Groupe d'engagement des investisseurs - Région autonome ouïghoure du Xinjiang

En décembre 2020, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs internationaux traitant de la question de la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Dans le cadre de cette initiative, plus de 40 lettres seront envoyées à des sociétés au cours du premier trimestre de l'année 2021 leur demandant d'examiner les risques liés au travail forcé dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang en Chine. Selon des estimations, 1.8 millions d'Ouïghours ainsi que d'autres personnes d'origine turque ou de religion musulmane se trouvent dans des camps d'internement, des prisons et des usines à l'intérieur et à l'extérieur de la région du Xinjiang. Le rapport « Uyghurs for Sale », publié en mars 2020 par le Australian Strategic Policy Institute (ASPI), constitue une source d'informations importante. Ce rapport confirme non seulement le recours généralisé au travail forcé et à la surveillance massive des personnes habitant le ou provenant du Xinjiang, mais identifie aussi un grand nombre d'entreprises de renommée internationale dans les secteurs de la technologie, de l'habillement et des automobiles impliquées dans ces violations systématiques des droits humains. Cette initiative est coordonnée par l'ICCR et Rathbones Investment Management. Au sein du groupe d'investisseurs, Ethos sera responsable du dialogue direct avec deux sociétés.

4.3 Gouvernement d'entreprise

G.1. Lettre aux gérants pour encourager le vote en assemblée générale

En 2020, Ethos a proposé aux membres de l'EEP International d'engager directement le dialogue avec leurs gérants pour demander comment ces derniers exercent les droits de vote des actions en portefeuille. Ethos a préparé un modèle de lettre que les membres de l'EEP International ont pu envoyer directement à leurs gérants pour leur demander de soutenir certaines résolutions d'actionnaires présentées lors des assemblées générales de sociétés américaines actives dans les secteurs très intenses en carbone. Ces

résolutions demandent par exemple aux sociétés de présenter un plan financier pour un scénario de limitation du réchauffement climatique à 2° ou de fixer des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre. La lettre demande également aux gérants davantage de précisions sur la manière dont les droits de vote sont exercés.

G.2. Responsabilité fiscale des sociétés américaines

En novembre 2019, l'EEP International a lancé sa propre campagne d'engagement visant à encourager certaines sociétés américaines des secteurs de la technologie et de la restauration à adopter des pratiques fiscales responsables. Dans le cadre de cette campagne d'engagement, cinq demandes ont été formulées : 1) La responsabilité de la stratégie fiscale est du ressort du conseil d'administration, 2) les principes de la responsabilité fiscale sont intégrés dans une politique spécifique accessible au public, 3) la société paie ses impôts là où la valeur économique est générée, 4) les opérations intra-groupe sont réalisées aux conditions du marché et 5) la société publie le montant des impôts versés, pays par pays. Au début de la campagne d'engagement, une lettre d'introduction a été adressée aux présidents des conseils d'administration des sociétés respectives. Ces lettres ont été signées par les membres de l'EEP International et les membres du réseau Shareholders for Change (SfC). Fin 2020, Ethos a réussi à établir un dialogue avec toutes les sociétés, à expliquer les attentes de l'EEP International et à échanger avec les représentants des sociétés.

G.3. Lettre à la SEC concernant les changements proposés relatifs aux résolutions d'actionnaires et aux sociétés proxy voting

En février 2020, l'EEP International et un groupe de plus de 190 investisseurs institutionnels avec plus de USD 11'500 milliards d'actifs sous gestion ont envoyé une lettre à la Commission américaine des opérations de bourse (Securities and Exchange Commission (SEC)). Celle-ci avait proposé de modifier les dispositions régissant le dépôt de résolutions d'actionnaires. Entre autres, elle avait prévu d'augmenter sensiblement le seuil de participation au capital requis pour pouvoir déposer une résolution et le pourcentage de votes favorables qu'une résolution devait atteindre pour pouvoir être déposée à nouveau l'année suivante. Malgré cette lettre, la plupart des modifications proposées ont été adoptées. Les droits des

actionnaires ont ainsi été restreints : il sera à l'avenir non seulement plus difficile de déposer des résolutions mais également de les maintenir. Cette initiative a été coordonnée par les Principes pour l'investissement responsable (PRI).



Ethos

Place de Pont-Rouge 1
Case Postale 1051
1211 Genève 26
Suisse

T + 41 22 716 15 55
F + 41 22 716 15 56

Bureau de Zurich

Bellerivestrasse 3
8008 Zurich
Suisse

T + 41 44 421 41 11
F + 41 44 421 41 12

info@ethosfund.ch
www.ethosfund.ch